

Jean-François SOULET
(Université de Toulouse-Le Mirail)

LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES PAYS COMMUNISTES¹

L'opinion occidentale s'est montrée fort surprise du succès des ex-partis communistes aux élections de 1994 dans plusieurs anciennes "démocraties populaires" (Pologne, Hongrie, Bulgarie...) : comment, après avoir massivement applaudi au renversement des régimes communistes, les mêmes populations peuvent-elles, quelques années plus tard, faire confiance à ceux-là même qui ont servi ces régimes ?

Cette apparente contradiction soulève, en fait, la question de la véritable nature du système communiste, et confirme *a posteriori* la complexité des rapports entre le Parti-Etat et la société ; rapports induisant une gamme de comportements très variés allant du rejet global et actif au compromis tacite. Il est significatif qu'aujourd'hui encore, à l'instar de l'intellectuel polonais Michal Jagiello, nombre de citoyens de l'ancien "empire" se posent humblement la double question : "Qu'a été cette République populaire de Pologne et quel rôle ai-je joué personnellement dans le système?"²

¹ Article publié dans les *Cahiers d'histoire immédiate* N°8, automne 1995.

² M. Jagiello, "La difficile vertu d'humilité", *Transcultures* (Bruxelles), n°1, 1994, p. 49.

LA RECHERCHE D'UN CONCEPT D'ANALYSE

Si, avant même que des réponses nombreuses, sincères et explicites aient été données à ces questions, l'historien tente d'apprécier la place et le rôle réel de la société dans le système communiste, il lui faut prendre en compte, au moins, deux paramètres.

Le premier doit conférer leur pleine dimension historique aux phénomènes étudiés, c'est-à-dire donner tout leur poids à l'évolution du Parti-Etat et à celle de la société durant les décennies de régime communiste. La thèse -longtemps soutenue par les "totalitaristes"- d'un bloc monolithique et immobile s'est révélée a-historique et stérile. Elle conduit, en effet, à sous-estimer, à la fois, la diversité de l'exercice du pouvoir à différents moments de la vie du régime (ceux de l'installation, du maximum de puissance, puis du déclin), ainsi que l'évolution interne de la société, qui fut considérable.

Le second élément important dont dépend une analyse correcte de la société est d'ordre méthodologique. Pour une telle investigation, il paraît indispensable d'utiliser un concept précis et souple permettant de cerner une réalité mouvante et complexe. Les errements des spécialistes (historiens, politologues, sociologues...) ³ dans leur interprétation du système communiste depuis sa création reflètent toute la difficulté de forger un concept méthodologique opératoire.

L'interprétation totalitariste, remarquablement formulée par Hannah Arendt ⁴, a été fort utile pour éclairer les objectifs idéologiques et les méthodes de la phase initiale, mais très insuffisante pour révéler les dysfonctionnements et les mécanismes de changement au sein du pouvoir et de la société soviétiques, qui devaient marquer les périodes stalinienne et post-stalinienne. Aussi, des soviétologues des années soixante la repoussèrent-ils en tant que schéma explicatif général, préférant orienter leurs recherches vers l'Etat, considéré comme rouage essentiel du système communiste et donc comme facteur unique de mutation. S'insurgeant à leur tour contre une vue aussi réductrice, d'autres spécialistes proposèrent, à

³ A propos de ces "faux pas", cf. par exemple J.-F. Soulet, *L'histoire immédiate*, Coll. Que-Sais-Je ? n° 2841, PUF, 1994, pp. 102-117.

⁴ Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, New York, Harcourt, Brace, 1951 (trad. partielle en français : *Le Système totalitaire*, Le Seuil, 1972)

compter surtout des années soixante-dix, d'intégrer la dimension sociale dans l'analyse des régimes communistes. Pour Moshe Lewin, brillant chef de file de cette nouvelle école, "ce qui manquait (dans les théories précédentes) était l'idée d'un < système social > soviétique et, par conséquent, la conceptualisation d'un processus historique dynamique dans lequel tous les sous-systèmes interagissent dans le temps et l'espace et génèrent des modèles de plus en plus complexes et imbriqués les uns dans les autres"⁵.

Trouver une telle "grille" qui permettrait de lire de manière globale l'histoire du communisme, c'est-à-dire d'intégrer des phénomènes aberrants et contradictoires selon la logique occidentale paraissait alors aussi impossible que la quadrature du cercle. "Comment, s'interrogeait par exemple C. Castoriadis⁶, une société comparativement si pauvre au total peut-elle déployer des moyens de guerre aussi massifs? (...) Comment cette société peut-elle fabriquer un matériel militaire d'une si haute qualité en si grandes quantités ?". Comment, à propos de cette même société, concilier les témoignages opposés d'un Soljenitsyne, exemple vivant d'une résistance à un système jugé aliénant, et celui d'un Zinoviev démontrant l'installation dans ce même système de la grande majorité des citoyens ? Sous quel vocable, nous demandions-nous à la même époque⁷, rassembler des faits aussi divers que le détournement des lois, la diffusion de revues samizdat, l'écoute des radios étrangères, le non respect des normes économiques officielles, la grève, la pratique de religions : mécontentement, contestation, dysfonctionnements, dissidence ? Comment, par la suite, interpréter les réactions différentes et souvent contradictoires des populations de l'"empire" aux initiatives gorbatcheviennes ?

En tenant compte de ces interrogations et des errements antérieurs, en tenant compte surtout des travaux pionniers de plusieurs chercheurs d'Europe centrale (polonais, hongrois, tchèques...) tels que Alexander Smolar⁸, Elemer Hankiss⁹, Miklos Molnar¹⁰, Karel

⁵ M. Lewin, *La grande mutation soviétique*, La Découverte, 1989, p.22.

⁶ C. Castoriadis, *Devant la guerre. Les réalités*, t. 1, Fayard, 1981.

⁷ J. Châma et J.-F. Soulet, *Histoire de la dissidence. Opposition et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires, de la mort de Staline à nos jours*, Le Seuil, coll. XX^e siècle, 1982, 512 p.

⁸ A. Smolar, préface de *La Pologne : une société en dissidence*, Maspéro, 1978.

Bartosek¹¹..., il nous semble, aujourd'hui, que l'un des meilleurs outils pour comprendre l'évolution et la complexité des rapports entre le Parti-Etat et la société -clef de voûte de l'édifice- est le concept de société civile. Son utilisation, en effet, permet d'une part, de réintégrer ou d'intégrer pleinement le social comme facteur politique au sein d'un régime autoritaire, et de corriger ainsi la vision étroite de la thèse totalitariste ; et, d'autre part, d'admettre l'existence d'un pluralisme social bâti autour de deux entités principales : l'une dite officielle, l'autre dite civile, qui, selon les périodes et les régimes, se combattent, coexistent ou s'interpénètrent¹².

Reste à s'entendre sur le sens exact que l'on donne à l'expression "société civile" ou, comme l'appelle en Hongrie, E. Hankiss, "seconde société". Ce problème n'est pas insurmontable si l'on veut bien ne pas s'enfermer dans un pointillisme et un dogmatisme étroits qui interdiraient de s'écarter des définitions -par ailleurs, fort diverses¹³- des premiers inventeurs du concept.

La plupart des chercheurs contemporains qui l'utilisent sont d'accord pour y inclure toutes les structures indépendantes du pouvoir étatique : églises, syndicats, municipalités, associations..., qui, précise par exemple L. Sochor¹⁴, "rassemblent les membres de la société en vue d'une action coordonnée et expriment leurs opinions et intérêts particuliers".

⁹ E. Hankiss, *Hongrie. Diagnostiques*, Georg, Genève, 1990 (notamment pp. 95-139, la seconde société, 1985-1988).

¹⁰ M. Molnar, *La démocratie se lève à l'Est. Société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie*, PUF, 1990.

¹¹ K. Bartosek, avant-propos du numéro spécial de *Communisme* (N°8, 1985) sur "Communisme, démocratie, société civile"

¹² Ainsi, pour Alain Besançon (*Court traité de soviétologie à l'usage des autorités civiles, militaires et religieuses*, Hachette, 1976, p. 25-35), toute l'histoire de l'URSS pourrait être schématiquement rythmée par l'alternance de deux grands types de rapports entre pouvoir et société civile : le "communisme de guerre", phase pendant laquelle le PC s'efforce de faire entrer la société civile dans les cadres prédéterminés par l'idéologie; et la "NEP" qui voit, au contraire, "un certain retrait du pouvoir idéologique et une certaine latitude laissée à la société civile de s'organiser comme il lui semble bon"

¹³ Cf. la mise au point de J.-L. Lopez, "Histoire du concept de société civile".

¹⁴ L. Sochor, "Peut-on parler de la <société civile> dans les pays du bloc soviétique ?", *Communisme*, n°8, 1985, pp. 78-89.

Les divergences ont trait surtout à l'inclusion, ou non, sous ce même vocable, des groupes primaires de l'organisation sociale (famille, voisinage, bandes...). Il ne s'agit pas là d'une question de détail puisqu'il est fréquent que l'individu et la famille s'affirment dans les régimes les plus totalitaires comme les seules zones de relative autonomie. L'acharnement à tenter de réduire ces derniers bastions -que l'on a pu observer de la Chine maoïste à l'URSS stalinienne, de la Roumanie de Ceaucescu au Cambodge de Pol Pot- devrait, selon nous, suffire à prouver que ces cellules de base font partie intégrante du territoire social, et doivent donc être incluses dans le concept de société civile.

Ajoutons, enfin, que la prise en compte de la société civile ne saurait se limiter à l'étude de ses structures et de ses activités extérieures. Il faut y associer, à part entière, tout le domaine de la pensée et de la morale individuelle. "Il existe, observe avec raison M.Molnar¹⁵, toute une dimension de la société civile qui est <cachée> sans être pour autant clandestine et interdite. Il s'agit de toute la dimension relevant des mentalités collectives, de l'éthique sociale, des règles de comportement traditionnelles, des critères de prestige, des valeurs. Les composantes de l'identité nationale, culture, conscience historique, y occupent une place de choix dans les sociétés qui subissent, outre la domination du parti unique, celle d'une puissance étrangère". Simon Leys défend la même idée lorsqu'il affirme que "dans la Chine traditionnelle, la <morale> (c'est-à-dire essentiellement l'ensemble des valeurs confucéennes) a toujours constitué le principal rempart contre la montée possible du totalitarisme"¹⁶.

LA SOCIÉTÉ CIVILE AU MOMENT DE LA MISE EN PLACE DU SYSTÈME COMMUNISTE

Il n'est pas aisé de se faire une idée d'ensemble de l'état de la société civile avant que ne s'installent les régimes communistes. Les opinions des historiens sur ce sujet sont aussi variées que les définitions de la dite société. Nombre d'entre eux ne s'attachent qu'aux seules structures "secondaires", surtout aux organisations de type politique, avec comme références les sociétés françaises ou anglaises, particulièrement évoluées

¹⁵ M. Molnar, "Système communiste et société civile", *Communisme*, n°8, 1985, pp. 64-78.

¹⁶ S. Leys, *La Forêt en feu ; essais sur la culture et la politique chinoise*, Paris, Herman, 1983, p. 107.

en ce domaine. Ainsi s'expliquent des bilans sévères et des jugements lapidaires qui mettent en doute l'existence même de sociétés civiles, ou qui insistent sur leur faiblesse et leur manque de traditions. La Chine, par exemple, avant l'arrivée au pouvoir des communistes, fut longtemps présentée comme un ensemble humain "immobile", écrasé par la domination des empereurs et des mandarins. Quant à la Russie, les avis sur le développement éventuel d'une société civile avant 1917 se révèlent très partagés et, en général, sceptiques ; tout comme pour la plupart des pays balkaniques avant la Seconde guerre mondiale.

Un tel tableau, plutôt négatif, s'explique surtout par la sous-estimation des structures de base de ces sociétés anciennes, et par une comparaison trop étroite avec certains "modèles" occidentaux. En réalité, si l'on consent à accorder toute leur importance aux structures familiales - notamment aux familles élargies et aux clans-, si l'on prête une attention suffisante au fonctionnement, souvent très autonome, des entités villageoises et intercommunautaires, on prend conscience de l'étendue et de la solidité de ce tissu social primaire dans les sociétés dites traditionnelles d'Europe et d'Asie. Les recherches historiques des dernières décennies ont justement mis l'accent sur l'autonomie des micro-communautés locales de la Chine impériale¹⁷, du *mir* russe¹⁸, ou de l'empire austro-hongrois. A l'intérieur de ce dernier, "l'autonomie avancée des communes" est déjà une réalité dans la seconde moitié du XIX^e siècle, époque où, rappelle un spécialiste, "les municipalités étaient le champ propre de l'initiative sociale indépendante du pouvoir central, l'espace de l'émancipation nationale"¹⁹.

Des études récentes tendent à prouver que même dans des pays dotés de structures sociales "archaïques" comme la Pologne ou la Hongrie, il existait une très active société civile à base associative. En 1881, la Hongrie ne comptait pas moins de 3995 associations diverses, soit une association pour 3900 habitants, et, en 1937, 16747. Qu'elles fussent à finalité patriotique, religieuse, culturelle ou sportive, ces structures jouaient un rôle indéniable, "permettant à chacun, selon M. Molnar, de protéger ses intérêts en association avec ses semblables, de s'instruire et de se divertir

¹⁷ Cf. par exemple J.-L. Rocca, "Chine : la prospérité sans démocratie...ni marché" in J.-L. Domenach, F. Godement, *Communismes d'Asie*, Complexe, Bruxelles, 1994.

¹⁸ P. Pascal, *La civilisation paysanne en Russie*, L'Age d'Homme, 1969, 139 p.; B. Kerblay, *Les marchés paysans en URSS*, Mouton, 1968, 519 p.

¹⁹ L. Sochor, *op.cit.*, p. 85.

en communauté, de former des unions selon ses croyances et ses goûts, de vivre une vie sociale riche et intense, sans intervention de l'Etat"²⁰.

En revanche, au delà de ces cellules de base, et notamment en matière politique et économique, la société civile paraît avoir été nettement moins développée dans les futurs pays conquis par le communisme que dans les démocraties occidentales. Si, à la suite notamment de Martin Malia, on doit admettre l'apparition, à partir de la fin du XIX^e siècle, d'une "véritable société civile russe, à l'occidentale", avec des couches moyennes et des corps intermédiaires (*zemstvos* et tribunaux) dont l'intelligentsia exprime nettement les aspirations²¹, il est patent que ce phénomène n'existe pas encore ou plus faiblement dans la plupart des autres Etats concernés par le communisme. La Tchécoslovaquie, dotée dès 1920 d'une constitution inspirée des exemples français et américain, qui parvient, jusqu'à l'occupation nazie, à maintenir une démocratie parlementaire, fait plutôt figure d'exception. Notons que cette expérience démocratique ne devait pas l'empêcher de succomber à la tentation communiste ; ce qui prouve qu'il faut se garder d'établir un rapport direct entre l'instauration du communisme et le degré de développement de la société civile. L'ancienneté de celle-ci s'impose comme un facteur plus décisif dans la résistance aux dérives du communisme que dans la résistance à son installation.

LE DEMANTELEMENT DE LA SOCIETE CIVILE PAR LE PARTI-ETAT

Quel qu'en soit le pays ou la date, la prise de pouvoir des communistes devait se traduire par la dissolution de toutes les formes de société civile. Un démantèlement sélectif et progressif qui, parfois, ne fut achevé qu'au bout de plusieurs années. En Hongrie, où le réseau associatif s'était densifié et diversifié lors de l'immédiat après-guerre (formation de cercles agraires et ouvriers, nouveaux partis, création d'écoles, de bibliothèques, de journaux, de revues...), son anéantissement prit quelque temps. Le nouveau pouvoir commença par supprimer les associations isolées qui ne bénéficiaient d'aucune haute protection -politique ou ecclésiastique²²; puis, ce fut au tour des partis, ceux de la droite et du

²⁰ M. Molnar, *op.cit.*, p. 52.

²¹ M. Malia, *Comprendre la Révolution russe*, Seuil, 1980, p.47.

²² M. Molnar, *Communisme, op.cit.*

centre éliminés pour cause de soi-disante collaboration avec les puissances ennemies, et les partis socialistes qui furent phagocytés selon la tactique avouée du "salami". Par le biais des nationalisations -véritables "instruments de l'expropriation de la société civile"- le Parti communiste mit un terme aussi bien à l'autonomie des Eglises qu'à tout le système économique de l'initiative privée. Ce démantèlement systématique de la société civile fut repris comme une priorité par le Parti-Etat après chaque "réveil" ou "printemps" : en 1956-1957 en Hongrie, en 1969-1970 en Tchécoslovaquie²³, en 1981 en Pologne...

Les structures primaires de la société civile furent l'objet d'une offensive tout aussi intense de la part du nouveau pouvoir. De Prague à Pékin, tout fut fait pour que les liens familiaux se distendent : l'enfant fut arraché à la famille, le plus tôt et le plus longtemps possible. On lui apprit dès son jeune âge à suspecter et à dénoncer ses parents. Le Parti joua désormais le rôle de chef de famille. Ses militants ne purent se marier sans son aval. Il s'insinua complètement dans la vie privée. "Mao, se souvient l'auteur des *Cygnés sauvages*, n'exigeait pas seulement une discipline rigoureuse, mais une soumission absolue de tous les esprits, grands ou petits. Toutes les semaines, les <révolutionnaires> devaient impérativement prendre part à une réunion dite <d'analyse de la pensée>. Chaque participant passait publiquement en revue ses mauvaises pensées et les soumettait aux critiques des autres"²⁴. A la cellule familiale, le pouvoir maoïste substitua "l'unité de travail" (*dan-wei*) qui régénérait tous les aspects de la vie des citations ; à la communauté villageoise succédèrent la "brigade de production" ou le Kolhoze. Partout, en Chine comme en URSS ou dans ses satellites, l'indépendance des municipalités fut entièrement supprimée.

La tactique communiste était sans équivoque. Il s'agissait, en un premier temps, d'extirper toute organisation, tout espace de vie doués d'une quelconque autonomie par rapport au Parti. Toutefois, comme l'Etat avait besoin -pour fonctionner mais aussi comme alibi par rapport au monde

²³ En Tchécoslovaquie, selon K. Kaplan -cité par K. Bartosek, *op.cit.*- "environ 70 organisations sociales et des associations créées en 1968 furent dans les deux années suivantes, interdites ou liquidées par une fusion avec d'autres".

²⁴ Jung Chang, *Les cygnés sauvages*, Presses Pocket, 1993, p. 191.

extérieur- d'une base sociale, le Parti mit en place ce que Tibor Szabo²⁵ appelle les "formes fantômes de société civile", ces organisations de masse imposées à toute la population : syndicats, associations des femmes, de la jeunesse...

Dans ces conditions, et compte tenu des moyens énormes dont disposait le Parti-Etat, que pouvait-il rester des sociétés civiles après le passage de ce typhon dévastateur ? Il faudrait, pour pouvoir répondre précisément, distinguer chaque pays, période par période. Dans l'état actuel des recherches, une telle démarche serait vaine. Obsédés par la Kremlinologie et la Tian'anmenologie, soviétologues et sinologues ont trop délaissé l'étude des sociétés non officielles. Seules les manifestations de violence, qui pouvaient avoir des incidences politiques directes, ont retenu leur curiosité. Un peu vite, en Occident, on a confondu cette absence d'étude avec l'absence de société civile²⁶ ; et on a conclu tantôt à un consensus généralisé, tantôt à une formidable inertie de la population.

Les rares travaux effectués dans cette direction ont montré, en fait, que si la société civile avait pâti sous le communisme, elle n'avait pas été "énucléée"²⁷, pas plus en Chine qu'au Viêt-nam ou qu'en URSS. Même au plus fort des tempêtes stalinienne, maoïste ou polpotienne, les populations ont pu préserver un "no man's land privé". Il a toujours existé des limites à l'emprise totalitaire. "En principe, rappelle Edgard Morin²⁸, le parti régit tout, contrôle tout. Sa Loi, sa Morale exigent que la fidélité au Parti/Etat soit supérieure à toute autre fidélité, y compris celle due aux parents, époux, enfants. Toutefois, si présente que soit l'intimidation du Parti à l'intérieur de chaque esprit, il ne dirige pas les désirs et les rêves, ne pénètre pas dans le secret des fantasmes ou des monologues intérieurs, ne peut censurer la méditation silencieuse (...) chez les sans-parti comme sans doute chez nombre de simples membres du parti, la famille reste un îlot de vie privée non polluée (...) Ce no man's land s'amplifie hors de la grande

²⁵ Tibor Szabo, "L'absence de société civile et la culture politique en Europe centrale", *Les Cahiers de Varsovie*, 1991, pp. 263-269.

²⁶ Pour la politologue Lilly Marcou, par exemple, "il n'y a pas, à proprement parler, de société civile en URSS" (*Est et Ouest*, N°44-45, 1987, p. 26)

²⁷ C'est le terme utilisé par J.-L. Domenach à propos de la Chine et du Viêt-nam in *Communismes d'Asie*, *op.cit.*, p. 21.

²⁸ E. Morin, *De la nature de l'URSS. Complexe totalitaire et nouvel Empire*, Fayard, 1983, p. 145.

capitale, loin des grandes villes (...) et surtout là-bas à l'Est ou dans le grand Nord, dans les villages, l'isba, l'igloo, la tente". Dans le cas de pression maximale exercée par le Parti-Etat, l'individu retrouve ses plus anciens réflexes de conservation et se replie sur lui-même. "De même que le paysan acceptait des fléaux qui s'abattaient sur lui, observe Fredy Foscolo²⁹, de même la société bulgare, à partir des années soixante, accepta le pouvoir, comme on accepte une fatalité venue de l'extérieur et contre laquelle on ne peut rien faire sinon courber la tête et attendre qu'elle passe". Mais cette attente n'est pas aussi passive qu'il n'y paraît. Sous la chape de plomb, toute une vie clandestine autonome se reconstitue dans le silence. Si les actes collectifs organisés sont impossibles, les actions individuelles ne le sont pas. Au plus fort de la dictature stalinienne, Moshe Lewin³⁰ a relevé maints comportements qui démontrent que la société face à l'Etat ne reste jamais inerte. Pour tenter de pallier la dégradation de leurs conditions de vie, les travailleurs soviétiques inventent ou redécouvrent des "techniques d'autodéfense" (indiscipline, faible productivité...) ; les kolkhoziens réagissent à la collectivisation par l'abattage en masse du bétail, la fuite vers les villes, la fraude ; les bureaucrates apprennent à dissimuler les réalités et à se serrer les coudes... La documentation samizdat que nous avons dépouillée³¹ révèle, au sein de la société soviétique post-stalinienne, toute une série de comportements de repli et de refus : du refus de militer au refus des normes économiques et socio-culturelles imposées. Même au goulag, les autorités pénitentiaires ne parviennent pas à instiller chez les prisonniers -pourtant à leur merci totale- une certaine foi dans le régime : "Le plus souvent dépourvus de références idéologiques alternatives, explique le sinologue J.-L. Domenach, les détenus apprennent le corpus qu'on leur enseigne, mais sans y adhérer, comme une technique de survie. La famine du Grand bond et la tragi-comédie de la Révolution culturelle n'ont fait qu'accentuer leur méfiance cachée"³².

Pour que cette société civile fortement réduite et muselée durant la phase la plus dictatoriale des régimes communistes, passât des résistances individuelles à des actions de groupe, il fallut des circonstances

²⁹ F. Foscolo, "Le pouvoir communiste face à la société. Contribution à l'étude du cas bulgare", *Communisme*, n°8, p. 109.

³⁰ M. Lewin, *op.cit.*, pp. 46-47.

³¹ J. Chiama, J.-F. Soulet, *op.cit.*, pp. 21-43.

³² J.-L. Domenach, *Chine : l'archipel oublié*, Fayard, 1992, p. 530.

exceptionnelles comme les crises de succession au sommet du Parti, des problèmes aigus de consommation, ou bien encore une politique radicale de spoliation de la terre. On sait combien la résistance paysanne à la collectivisation fut massive. En Bulgarie, villages et districts entiers se soulevèrent et combattirent contre les troupes de choc du ministère de l'Intérieur jusqu'en 1956³³ ! De même, les manifestations ouvrières de juin 1953 à Berlin-Est -réprimées dans le sang-, la gigantesque mobilisation des Polonais d'abord, puis des Hongrois en 1956, qui aboutit au soulèvement d'Octobre sont autant de signes patents de l'existence et de l'extrême vitalité des sociétés civiles dès les années cinquante. Durant les décennies qui suivirent, ces sociétés, à la faveur de nouveaux facteurs, s'affirmèrent davantage, soit en versant carrément dans l'opposition, soit, au contraire, en recherchant un accommodement avec le pouvoir.

LES MUTATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Imaginer la société civile immobile serait renouveler l'erreur d'appréciation commise à propos de l'ensemble du système. A l'image de toute communauté humaine, société civile et société officielle se modifient au gré du temps et de la conjoncture.

Bien qu'enserrée dans l'étau totalitaire, la société civile n'en est pas moins sensible à deux types de facteurs évolutifs. En tant que composante du tissu social, elle est, d'abord, très dépendante des mutations intrinsèques de celui-ci. Il est, par exemple, impossible de saisir l'évolution de la société civile soviétique à partir des années soixante si l'on ne prend pas en compte un certain nombre de changements sociaux majeurs comme la massification et le prolongement de la scolarisation d'une part, et d'autre part, le bond gigantesque de l'urbanisation³⁴. Il suffit de se reporter aux travaux de Moshe Lewin pour mesurer l'impact décisif de ces évolutions sur les mentalités et sur le fonctionnement du système³⁵.

En outre, la société civile se caractérisant essentiellement par rapport à la société officielle, toutes les mutations et les secousses qui

³³ F. Foscolo, *op.cit.*

³⁴ De 1926 à 1985, la proportion de la population urbaine passe de 18% à plus de 65%.

³⁵ M. Lewin, *op. cit.*, pp. 52-83.

affectent la seconde ont des répercussions directes sur la première. L'historien de la société civile doit donc se montrer attentif aux crises - ouvertes ou larvées- et aux changements politiques à l'intérieur du Parti-Etat. Ainsi, peut-on considérer qu'un certain nombre de dysfonctionnements survenus au sein des structures officielles durant la phase brejnevienne ont contribué au réveil de la société civile, à son développement, mais aussi à sa mutation³⁶. Parmi les facteurs majeurs de l'évolution de la société civile, il convient de privilégier les grippages de toutes sortes qui ont perturbé, ralenti, voire arrêté les rouages du Parti dans presque tous les domaines, ainsi que l'affaiblissement progressif du système répressif, ou encore le développement de "noyaux" réformateurs dans les hautes instances.

A un certain stade, en effet, d'inefficacité et de faiblesse du Parti-Etat, la société civile, moins paralysée par la peur que pendant la phase conquérante du régime, moins résignée à sa marginalisation, plus décidée aussi -de par notamment l'élévation de son niveau culturel- à jouer un rôle social, s'est orientée vers deux grandes directions. Pour les uns -très minoritaires- la seule solution aux problèmes du pays fut de harceler le pouvoir afin d'obtenir sinon son renversement du moins son amendement. En revanche, pour la grande majorité, un seul choix parut raisonnable : "vivre avec" le régime en place. Examinons brièvement ces deux types de conduite.

Lors de la phase terminale du système, apparaissent, au sein de la société, des comportements vis-à-vis du régime beaucoup moins tranchés qu'auparavant. Embarrassés pour les décrire, les observateurs utilisent une large gamme d'expressions ; ils parlent d'"adaptation", de "contrat", d'"osmose", de "perméabilité", de "consensus", de "modus vivendi", de "symbiose", de "compromis"... Cette évolution, difficile à dater et à bien cerner, révèle la ductilité de la société civile. Réduite à certains moments à quelques poches de résistance individuelle, elle est capable, au gré des circonstances, de s'étendre, de se modifier, au point de se combiner avec

³⁶ A. Besançon (*Op.cit.*, p. 39), qui souligne le "changement considérable" qui a affecté la société civile, en attribue, à juste raison, l'une des causes principales à une mutation étatique : "le rôle de l'Etat, écrit-il, a été simplement négatif : le relâchement de la répression, la diminution du niveau de terreur, la chute de la population pénitentiaire d'une dizaine de millions à un million et demi, la nécessité d'observer quelques formes semi-juridiques dans les poursuites. Mais cela a suffi pour que la société civile revive..."

des éléments de la société officielle pour produire un étrange alliage, que Zinoviev, dans le cas de l'URSS brejnevienne, a dénommé l'"homo sovieticus".

Pour nous, l'"homo sovieticus" -dont on retrouve des variantes dans les régimes communistes du monde entier- est donc un être hybride, provenant du croisement circonstanciel de la société civile et de la société officielle. Sa première caractéristique est peut-être sa désidéologisation. Il a perdu toute foi envers la doctrine et toute illusion quant à la capacité du régime à s'auto-réformer. "Ce sont des gens, explique Y. Afanassiev, qui ont vu un certain nombre de choses à travers leurs proches, vu de leurs yeux l'injustice, le cynisme, le vol, la double vie de leurs parents. Tout cela a laissé sur eux une empreinte évidente. Tous ces gens disent : <nous savons tout cela, mais nous savons aussi que cette vie, il faut s'y adapter>. Ces gens ne croient plus à rien"³⁷.

Partageant avec l'ensemble de la société civile ce désenchantement vis à vis du régime, l'"homo sovieticus" et ses frères chinois, cubain ou roumain se définissent essentiellement par leur souci d'"adaptation". S'adapter signifie reconnaître les avantages du système et en profiter. Le pouvoir -en cette période tout au moins- n'est pas d'une grande exigence et sait ne pas se montrer ingrat envers ses serviteurs dociles : le travailleur est certain de conserver son emploi ; certain, aussi, de bénéficier d'une prise en charge sociale totale. Il sait également qu'il pourra profiter de toutes les possibilités créées par l'anarchie du système. Avec un peu de zèle et de savoir faire, il connaîtra promotions et avantages spéciaux. Pourquoi, dans ces conditions, n'accepterait-il pas de collaborer quelque peu avec la société dominante ?

Cette collaboration n'est certes pas gratuite ni sans danger. Le prix à payer peut même sembler lourd à un étranger à la galaxie communiste puisqu'il y va de la liberté. Mais il n'est pas sûr que cette dernière représente, dans le contexte, une aspiration fondamentale et prioritaire pour le plus grand nombre. Petr Pithart, intellectuel polonais, fait observer que le régime communiste "a pu se maintenir si longtemps entre autres parce que la liberté ne représentait pas une valeur aussi attrayante qu'on peut le croire lorsqu'elle fait défaut (...). Je pense bien entendu -

³⁷ Y. Afanassiev, J. Daniel, *Cette grande lueur à l'Est*, Maren Sell, Paris, 1989, p. 69.

précise-t-il- à la liberté incluant la responsabilité, car sans elle la société démocratique est impensable. Cette liberté qui est autre chose qu'une simple absence de l'arbitraire des organes de l'oppression peut se révéler au-dessus des forces humaines"³⁸. A travers ce dernier témoignage, on retrouve la thèse d'A. Zinoviev selon laquelle nombre de Soviétiques préfèrent alors une certaine forme d'asservissement aux mille obligations induites par la liberté : "Le communisme, comme le montre l'expérience, écrivait-il crûment au tout début des années quatre-vingt, n'apporte pas un bien-être général et n'écarte pas les fléaux de la vie sociale. Mais il satisfait dans une certaine mesure la grande tentation historique de l'homme de vivre en troupeau, sans labeur difficile, sans auto-restrictions constantes, sans risque et sans responsabilité personnelle de ses actes, sans complication et avec un minimum de bien-être matériel garanti"³⁹.

"S'adapter", cela veut dire aussi tenter de remédier aux insuffisances les plus marquées du Parti-Etat en mettant en place un réseau palliatif de services divers bâtis sur la combine, le marché noir et la corruption. Ainsi se tisse peu à peu la trame d'une économie parallèle qui ne tarde pas à jouer un rôle considérable dans le système. Au cours de la période 1965-1985, explique le politologue hongrois Elémer Hankiss, la "seconde société" est devenue "une indispensable soupape de sûreté, un territoire qui en permanence compensait les dysfonctionnements de la société officielle. Elle contribuait à équilibrer les comptes du pays, elle introduisait une certaine souplesse dans des structures économiques et sociales rigides, elle comblait les lacunes et réduisait la pénurie endémique. Elle fournissait en outre des services, et surtout des biens non-matériels (des objectifs valables, la maîtrise des stratégies de vie de chacun, l'indépendance, la dignité) que la première économie et la première société n'ont pas su donner, voire qu'elles ne cessaient de détruire par tous les moyens possibles"⁴⁰.

Dans la mesure où ce réseau parallèle pallie une partie des imperfections des structures officielles, et que les deux partenaires y trouvent des avantages réciproques, l'image d'une convention tacite passée

³⁸ P. Pithart, "Les intellectuels au pouvoir : la double dissidence hier, la double déception aujourd'hui", *Transcultures*, (Bruxelles) vol. I, 1994, pp. 21-28

³⁹ A. Zinoviev, *Ni liberté, ni égalité, ni fraternité*, L'Age d'Homme, Lausanne, 1983, p. 49.

⁴⁰ E. Hankiss, *op.cit.*, p. 132.

entre les deux sociétés s'est imposée d'elle-même. Edgard Morin n'hésite pas à évoquer en 1983 "une sorte de contrat social entre le Parti/Etat et la société civile. La société civile (...) accepte le totalitarisme en échange de la quasi-fonctionnarisation du travail et de l'anarchie quotidienne de base, qui lui procurent des sécurités et des libertés de fait. Le Parti, lui, tolère l'anarchie quotidienne de base parce que celle-ci fait fonctionner la machine économique"⁴¹. Dès 1976, Alain Besançon, utilisant une image hardie, compare le rapport du pouvoir et de la société civile avec celui qu'entretient un parasite avec l'organisme parasité : "Si, celui-ci, écrivait-il, dépérit, le parasite partage un peu plus tard son sort. Il s'établit parfois une symbiose assez stable entre le parasite, qui renonce à envahir la totalité de l'organisme, et le parasité qui, de son côté, est incapable de guérir tout à fait"⁴².

Intégrer dans le schéma explicatif du système les notions de contrat tacite et de compromis ne signifie nullement que le pouvoir communiste soit parvenu à cette homogénéisation sociale qu'il s'était fixé comme objectif, ou qu'il ait obtenu un quelconque ralliement à son idéologie de base. La société civile n'a en aucune façon rallié le communisme. Une partie d'entre elle a seulement choisi, pour vivre moins mal, de composer avec le groupe dominant. Il s'agit là d'une simple alliance de circonstances entre, d'une part un Parti-Etat incapable de faire fonctionner le système mais désireux de conserver à tout prix le pouvoir, et, d'autre part, une population qui ne veut pas du pouvoir, et souhaite seulement pallier son incapacité. Cette "complémentarité mutuelle" des intérêts des deux sociétés a pu finalement aboutir à une certaine complicité, mais celle-ci resta toujours fondée davantage sur la nécessité que sur l'affinité. Ce qui explique "pourquoi tant de gens détestaient ce régime et en même temps en profitaient"⁴³.

Ce comportement fut-il celui du plus grand nombre ? Grave question, souvent taboue dans les régimes post-communistes, mais qui rebondit néanmoins chaque fois que la presse à sensation découvre que tel citoyen au dessus de tout soupçon "travaillait" peu ou prou pour les services secrets de l'ancien régime. En fait, ce type de collaboration étroite

⁴¹ E. Morin, *op. cit.*, p.153.

⁴² A. Besançon, *op.cit.*, p. 24.

⁴³ P. Pithart, *op.cit.*

et institutionnalisée pose peu de problèmes de compréhension. Bien plus délicat est d'évaluer l'ampleur et la nature de la participation diffuse d'une partie de la société civile à la marche quotidienne du système. "Il n'est pas aisé d'admettre, explique le Polonais Michal Jagiello, qu'on a profité du système, même si on l'a fait pour le bien d'une certaine collectivité ou même de la nation entière. Il n'est pas non plus facile de parler de la République populaire en l'absence de termes appropriés ; car enfin, ni les mots <occupation> ou <totalitarisme>, ni l'expression <communisme bolchevique> ne reflètent la réalité du régime qu'on nomma aussi <la version polonaise du socialisme réel>"⁴⁴. Tout se passe donc comme si, à un moment donné, il y avait eu imbrication étroite des deux sociétés ; étroite au point de vider de leur sens les termes utilisés jusqu'alors pour désigner le type de régime ainsi que les types de rapports susceptibles d'être entretenus avec lui. Peut-on, en effet, à propos de la Pologne du milieu des années quatre-vingt ou de la Chine du milieu des années quatre-vingt-dix continuer à parler, sans abus de langage, de régimes communistes ? Doit-on dès lors utiliser le mot -à connotation si marquée en France- de "collaboration" pour qualifier la participation de leurs habitants à la vie publique de ces Etats ?

Plus les régimes se délitent, moins le cloisonnement entre les deux sociétés paraît étanche, plus se multiplient les occasions de collaboration. Celles-ci se manifestent souvent dans le cadre des organisations sociales officielles qui, en principe sont sous la coupe du Parti, mais qui, dans les faits, se révèlent des terrains perméables. Comme le rappelle M. Molnar⁴⁵, bien des mouvements contestataires (Cercle Petofi de Budapest, syndicat Solidarité en Pologne...) "sont partis dans une large mesure, de l'intérieur des structures institutionnelles et non pas d'organisations conspiratives". Il est arrivé, à l'inverse, que des structures informelles, nées spontanément dans les ateliers ou les administrations, viennent compléter les structures officielles d'une organisation. De ces échanges d'informations et d'opinions, découlait parfois une "fructueuse symbiose"⁴⁶. Pas seulement par opportunisme, mais parce que

⁴⁴ M. Jagiello, *op.cit.*, p. 48.

⁴⁵ M. Molnar, *Communisme, op.cit.*, p. 76.

⁴⁶ M. Lewin, *op.cit.*, p. 102.

l'enchevêtrement pouvait être si étroit en période de crise que les allers et retours entre les deux sociétés n'étaient pas rares⁴⁷.

Pareil accommodement d'une très large partie de la société civile - manifeste dans la phase dégénérante du système- ne doit cependant ni occulter ni faire sous-estimer le comportement d'une minorité de citoyens qui entendit rester dans l'opposition. Pour la caractériser, méfions-nous de toute classification trop tranchée qui l'opposerait en tous points au reste de la société civile. Ceux que l'on appelle les "dissidents" peuvent, aussi, occasionnellement, profiter du système pour faciliter leur vie matérielle ; mais, ils refusent, quant à eux, toute idée de compromis avec la société officielle. Certains acceptent les principes marxistes-léninistes, et la plupart, les institutions de l'Etat, mais ils se montrent irrémédiablement opposés à la politique conduite par le pouvoir en des domaines majeurs tels que les libertés, les pratiques religieuses, les identités nationales. Dès les années soixante en URSS, bien plus tard en Chine, ces dissidents qui osent "penser" et agir "autrement", tentent de s'organiser. Pour dénoncer les violations des droits de l'Homme, ils créent de modestes publications clandestines -qui, à leurs risques et périls, circulent sous le manteau ; ils mettent en place des mouvements qui s'appuient sur la déclaration des droits de l'Homme de l'ONU, sur les Accords d'Helsinki ou qui s'insèrent dans le réseau d'Amnesty International. Tous paient cher (goulag, hôpitaux psychiatriques, exil) un comportement que le pouvoir communiste considère comme un intolérable défi, et qui repose pourtant sur une tactique pacifiste et légaliste qu'Alexandre Essenine-Volpine décrivait en ces termes, dès le début des années soixante, au jeune Vladimir Boukovsky : "...Aucune loi ne nous oblige à être des <Soviétiques>. Des citoyens de l'URSS, c'est une autre affaire. Citoyens de l'URSS, nous le sommes tous en raison du fait même de notre naissance sur le territoire de ce pays. Toutefois nulle *loi* n'oblige la totalité des citoyens de l'URSS à croire au communisme ou à le construire, à collaborer avec les organes ou à correspondre à je ne sais quelle image mythique. Les citoyens de l'URSS

⁴⁷ Michal Jagiello, dont nous avons cité plusieurs fois le témoignage, déclare (*op.cit.*, p. 49) que beaucoup d'intellectuels ont eu le même parcours en zigzag que le sien : "abandon (pour adhérer au <ystème>) de la tradition familiale et des liens puissants avec l'Eglise, puis abandon du <ystème> et retour..."

sont tenus à observer des lois écrites, mais non pas les orientations idéologiques"⁴⁸.

*
* *

Au total, l'utilisation du concept de société civile dans l'analyse du système communiste présente l'avantage de fournir des arguments solides pour répondre à trois questions-clefs : Comment le système, en dépit de sa dureté et de ses échecs, a-t-il pu se maintenir aussi longtemps ? Comment a-t-il implosé entre 1989 et 1991 dans toute la sphère soviétique ? De quelle nature est la nostalgie de l'ancien régime qui semble affecter nombre de populations de l'ère post-communiste ?

Les réponses à toutes ces questions sont liées à l'évolution et à la diversité de la société civile, deux caractères essentiels sur lesquels nous avons tenu à insister dans ce bref article. A partir du moment, en effet, où l'on fait sienne l'idée qu'une large partie de cette société a préféré s'accommoder de certaines réalités matérielles du pouvoir plutôt que de combattre celui-ci de front et en bloc, on comprend les raisons de la longévité relative du système. Si l'on admet, néanmoins, que ce pacte tacite n'était en rien un ralliement, et qu'il n'était pas incompatible avec un total scepticisme de cette même population sur la capacité du régime à se réformer, on n'est pas étonné de trouver cette partie de la société civile aux côtés de la minorité dissidente lors des mouvements qui, à la faveur de la glasnost et de la perestroïka gorbatcheviennes, devaient mettre fin au système. Nulle surprise, enfin, dans cette même logique, que quatre ou cinq ans plus tard, la population qui avait accepté de composer avec le régime communiste en raison des avantages sociaux que celui-ci lui consentait, les regrette et vote en masse pour les candidats qui promettent de les rétablir...

⁴⁸ V. Boukovsky, *...Et le vent reprend ses tours. Ma vie de dissident*, R. Laffont, 1978, pp. 226-227.